

puissants mouvements de la classe ouvrière. Dans ces conditions, il est logique que les réformistes ne présentent leur solution de nationalisation qu'au Parlement ou que devant les journalistes spécialisés des conférences de presse.

### **Une autre façon de lutter est possible.**

Si les réformistes parlent de nationalisation, c'est bien la reconnaissance de l'incapacité du capitalisme à résoudre sa crise.

Il faut partir de ce fait pour avancer des revendications qui se fondent sur le seul intérêt des travailleurs et qui nécessitent une bataille contre les patrons et l'état à leur service.

Avancer l'objectif de nationalisation de l'industrie automobile sous contrôle ouvrier, ce n'est pas réclamer la nationalisation en soi, c'est le considérer comme un moment de la lutte pour la garantie de l'emploi et des avantages acquis par les travailleurs.

C'est aussi dépasser le cadre de la lutte entreprise par entreprise contre un patronat qui se retranche derrière les contraintes que lui fixent les banques et les diverses instances de l'appareil d'Etat. Cela porte la bataille au cœur des responsables. Se battre pour la nationalisation, c'est dans ces conditions se battre contre ce gouvernement Giscard-Chirac pour qu'il garantisse l'emploi.

Si une telle bataille est engagée, alors des milliers de travailleurs se poseront la même question que lors des grèves des P et T et de la Fonction Publique à l'automne : si Giscard ne cède pas : il devra partir. Mais poser ainsi le problème de la lutte dans l'automobile, c'est mettre en lumière l'écrasante responsabilité des organisations ouvrières qui disposent de la confiance de la majorité des travailleurs. Ont-elles décidé une fois pour toutes d'attendre les prochaines élections pour poser la question du pouvoir ? Si elles ont fait ce choix, alors il est compréhensible que leurs propositions de solution à la crise de l'automobile ne soient que des vœux pieux ou autant de moyens de prendre date.

Le refus de la fatalité du chômage et de la crise passe, en fait, par une mobilisation des travailleurs qui soit porteuse d'autre chose que de simples réformes à un capitalisme qui, lui, engendre fatalement la crise.

Mais il ne faut pas plus faire confiance à ce gouvernement qu'à un quelconque patron : ce qui fonde, en dernier ressort, la garantie de l'emploi, c'est bien la mobilisation des travailleurs.

En ce sens, revendiquer la nationalisation sous contrôle ouvrier, c'est se battre en même temps pour que les travailleurs exercent un droit de veto sur les licenciements et s'organisent pour cela.

C'est bien avancer une revendication qui est le contraire d'un aménagement du système capitaliste en posant la nécessité pour les travailleurs de lutter pour contester le pouvoir des patrons et de l'Etat.

Les manifestations concrètes de la politique capitaliste avec ses conséquences en matière de pouvoir d'achat, de chômage, d'intensité du travail, obligent les travailleurs à poser la lutte à ce niveau. C'est la question de l'affrontement, non seulement avec chaque patron, mais bien avec le gouvernement au service des patrons, qui est posé.